

WOXX

INTERVIEW

La démocratie a besoin d'un journalisme critique

Le **woxx** a besoin de vous !

Voilà plus de 30 ans que le **woxx** couvre de manière critique l'actualité au Luxembourg (de 1988 à 2000 sous le nom de « GréngeSpoun »). Notre regard résolument écologique, féministe et progressiste nous rend uniques dans le paysage médiatique luxembourgeois, de même que notre supplément culturel.

Le **woxx** a intensifié sa présence numérique libre d'accès depuis fin 2017 : quasi tous les jours, des articles paraissent en exclusivité sur notre site. Tout cela sans pub ni offre premium ou paywall. Nous avons en effet la conviction que l'accès à l'information doit rester gratuit, et il nous tient à cœur que nos articles soient accessibles à quiconque s'y intéresse.

Nous irions volontiers plus loin. Or, si les bonnes idées ne nous manquent pas, c'est bien l'argent pour les réaliser qui nous fait défaut : le **woxx** est un projet indépendant sans grand lobby privé pour le financer.

Plusieurs possibilités s'offrent à vous pour nous aider : plus d'infos sur woxx.lu/support

Nous voulons mettre en avant ici surtout la possibilité de faire un don, voire de mettre en place un ordre permanent pour nous permettre de réagir de la façon la plus flexible et directe à la situation actuelle. Si vous voulez contribuer à alimenter nos caisses un peu trop vides pour nous lancer dans de nouvelles aventures, vous pouvez le faire via le compte **CCPL IBAN LU69 1111 0244 9551 0000** de « Solidarité mat der woxx ».

ANNIVERSAIRE DU CENTRE LGBTIQ+ CIGALE

« Il faut tordre le cadre »

Tessie Jakobs

Le 15 novembre, cela fera 20 ans que le centre LGBTIQ+ Cigale lutte contre les trans-, bi- et homophobies. À cette occasion, le woxx s'est entretenu avec son nouveau directeur, Didier Schneider.

woxx : *Quelles ont été selon vous les étapes les plus importantes pour le Cigale de ces deux décennies ?*

Didier Schneider : Il est important de savoir que le centre LGBTIQ+ Cigale a été créé en 2002 par Rosa Lëtzebuerg. L'association s'était rendu compte de la nécessité d'un service professionnel à la communauté, pour soutenir toutes les personnes qui, à cause de leur orientation ou de leur genre, avaient besoin de soutien, d'un accompagnement, d'informations, ou simplement d'un safe space pour parler et se sentir en sécurité. Il y avait aussi l'idée de pouvoir faire remonter auprès des autorités le vécu de la communauté pour essayer de changer éventuellement des dispositifs, des législations ou simplement de créer une prise de conscience. Ces deux éléments sont la raison de la création du Cigale, ça vient vraiment du terrain. Et puis cet établissement a soutenu les différentes évolutions législatives, comme la loi sur le mariage pour des personnes de même sexe qui a été votée en 2014, ou encore la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil, portée par l'Intersex & Transgender Luxembourg (ITGL) et votée en 2018. Le Cigale a été à tout moment aux côtés à la fois de la communauté sur le terrain, mais aussi au niveau de l'État et de la société pour montrer la nécessité du changement. En 2018, le Cigale et Rosa Lëtzebuerg se sont séparés pour constituer deux associations indépendantes. Depuis, nous travaillons

et souhaitons travailler encore plus avec Rosa Lëtzebuerg, mais indépendamment. Au niveau politique, nous avons fait partie des acteurs consultés pour l'élaboration du Plan national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (PAN) et nous participons activement à sa mise en œuvre. Nous collaborons dans cette mise en œuvre avec Rosa Lëtzebuerg et l'ITGL, ainsi qu'avec les autres acteurs de la communauté LGBTIQ+, ou concernés par leurs actions, comme le Planning familial, le Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle, la Croix-Rouge et bien d'autres encore. Notre ambition est de renforcer ces collaborations pour construire une société inclusive où chacun aurait sa place dans sa diversité.

« Une de nos prochaines actions portera sur le sujet des personnes âgées LGBTIQ+. »

Vous venez de mentionner quelques lois. Y a-t-il encore eu d'autres étapes importantes dans les dernières années ?

Le Luxembourg est en avance par rapport à cette question-là. Tous les pays ne disposent pas d'un plan d'action national, il y a une vraie volonté du gouvernement de créer des actions et de changer les choses, afin d'aboutir à une société qui inclurait tout le monde. Actuellement est en débat au parlement la question de l'accès aux origines. On n'a pas le même avis là-dessus, même au sein de la commu-



Didier Schneider, éducateur gradué, diplômé de l'École des hautes études commerciales, est le directeur du centre LGBTIQ+ depuis septembre 2022. Depuis février 2021, il est également délégué à la bientraitance de la Bientraitance asbl.

nauté. Il y a donc des choix qui doivent être faits par les décideurs.

Est-ce que le Cigale a une position par rapport à ce projet de loi ?

Pour le moment non. Nous sommes en cours de débat. Ce n'est pas un thème consensuel, y compris dans la communauté. Ce n'est pas aussi évident que ça en fait. Par opposition au mariage gay, la question de l'accès aux origines est plus sensible.

Vous semblez être très satisfait de la politique LGBTIQ du gouvernement luxembourgeois.

Très satisfait, je ne sais pas, mais satisfait, oui, c'est une évidence. En tout cas, je trouve qu'il y a une vraie volonté traduite dans le plan. Le premier chapitre du PAN porte sur une éducation inclusive et équitable pour tous les apprenants, le deuxième chapitre porte sur le l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail et inclut par exemple des formations à destination des employeurs. Je trouve ça très pertinent, mais il y a encore beaucoup de choses à faire.

Pourriez-vous donner des exemples ?

En ce qui concerne les personnes transgenres par exemple. Ce sont parfois des détails, mais qui peuvent avoir une grande importance pour les concernés. Par exemple, le changement du prénom dans son adresse e-mail professionnelle. Une femme trans par exemple peut rencontrer des difficultés à changer son adresse professionnelle ou étudiante pour y mettre son prénom de femme. Communiquer avec son prénom d'assignation est une violence qui s'exerce sur elle.

Pensez-vous qu'il est possible de régulariser cela au niveau législatif ?

Oui, c'est possible, mais l'ambition législative doit pouvoir trouver des moyens de mises en œuvre, qui se heurtent parfois à des habitudes, des préjugés ou même simplement des questions administratives ou techniques. Dans un premier temps, on pourrait au moins sensibiliser la population.

Vous avez mentionné les moins jeunes. Y a-t-il, selon vous, assez de mesures au Luxembourg qui s'adressent à cette catégorie de personnes ?

Je viens de rencontrer notre interlocutrice au ministère de la Famille et le sujet était justement cela : une de nos prochaines actions portera sur le sujet des personnes âgées LGBTIQ+. Si vous appliquez le modèle statistique des pays voisins à la société luxembourgeoise, on peut penser qu'il y existe environ 10.000 personnes de plus de 65 ans LGBTIQ+. Des études faites en Europe, mais aussi aux États-Unis, ont montré qu'elles ont de forts risques supplémentaires d'isolement, de non accès aux soins de santé, de dépression et de précarité. C'est donc un sujet important auquel on va s'intéresser davantage à l'avenir.

Ces dernières années, on remarque une augmentation des violences envers les personnes LGBTIQ+. Le Luxembourg fait-il assez pour prévenir cela ?

On ne fait jamais assez, c'est évident. Il y a un vrai travail de sensibilisation auprès de la société à faire. Les actions que nous ainsi que Rosa Lëtzebuerg et l'ITGL menons, comme les workshops dans les écoles et les maisons de jeunes ou les associations, nos communications publiques cherchent justement à casser ces stéréotypes pour diminuer ces phénomènes de violence, pour que la communauté LGBTIQ+ soit mieux acceptée. Quand on connaît les concernés, on est moins intolérant.

« Il y a un vrai travail de sensibilisation auprès de la société à faire. »

Comment jugez-vous la politique du parti de droite ADR ? Est-elle dangereuse ?

Comme tous les extrêmes en Europe, je crois qu'il y a une méconnaissance du sujet, méconnaissance qui amène à la peur et potentiellement à des stratégies d'exclusion et de discrimination comme positionnement politique. Des organisations comme nous font de



En entrant dans les locaux du Cigale, rue Notre-Dame, un rappel attend les visiteurs-euses : « you are not alone ».

leur mieux pour informer le public. On avance avec la volonté d'inclure tout le monde, en informant, et nous le faisons à partir de faits scientifiquement prouvés. Généralement, on a de la chance au Luxembourg que l'extrême droite ne soit pas très forte par rapport à nos voisins européens.

Quels sont vos souhaits pour l'avenir ?

Si vous prenez le chapitre six du PAN, sur la diversité des formes familiales, il n'y a qu'une action. Je pense qu'on peut mieux faire dans ce domaine.

Comment, par exemple ?

Au niveau de la CNS, de la Zukunftskeess ou simplement des administrations en général, encore en 2022 la machine administrative peut s'enrayer devant une famille homoparentale. Avoir un congé parental n'est pas toujours évident, parce qu'on ne rentre pas forcément dans le cadre prédéfini. Il faut tordre le cadre. Un couple hétéro classique fait sa demande et c'est fini. Un couple homosexuel doit expliquer, doit rentrer dans un parcours intime qu'il doit prouver, alors qu'il n'a que demandé une chose à laquelle il a droit. À part ça, il y a des

questions qu'il faut se poser par rapport aux réfugiés et aux demandeurs de protection internationale. C'est très compliqué pour quelqu'un de prouver son orientation sexuelle, son identité de genre, et la procédure luxembourgeoise rend les chemins très complexes. On ajoute de la crainte au parcours déjà traumatique de ces personnes. Comment convaincre un juge de son orientation sexuelle ou de son genre ? Elles sont obligées de mettre en vitrine des aspects très intimes de leur vie.

Que pourrait-on faire pour changer cela ?

Je ne sais pas. C'est un sujet complexe, car il y a des enjeux internationaux, diplomatiques, des questions de relations bilatérales, multilatérales. Mais il y a des personnes au milieu de tous ces enjeux-là. Je pense qu'il faudrait repenser les choses, car les demandeurs de protection internationale au titre de l'orientation sexuelle ou de genre sont en grande détresse. Ils ne peuvent pas rentrer dans leurs pays d'origine, parce qu'ils y sont en danger.

Toutes informations sur les festivités et événements du 20e anniversaire sur www.cigale.lu